

# Pont de Gênes: le parquet boucle une enquête accablante pour le concessionnaire

Le parquet italien a rendu ses conclusions dans le dossier de l'effondrement du pont autoroutier Morandi en 2018 qui avait fait 43 morts.

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 46 minutes



Le 14 août 2018, le pont autoroutier Morandi, situé sur un axe essentiel pour les échanges entre le sud et le nord de l'Italie, s'était écroulé, entraînant dans sa chute des dizaines de véhicules *Vincenzo PINTO / AFP*

Contrôles défectueux, sous-investissement, négligences: au terme de près de trois ans d'enquête, le parquet italien a rendu jeudi des conclusions accablantes pour le concessionnaire du pont de Gênes, dont l'effondrement en 2018 avait fait 43 morts.

Le 14 août 2018, le pont autoroutier Morandi, situé sur un axe essentiel pour les échanges entre le sud et le nord de l'Italie, s'était écroulé, entraînant dans sa chute des dizaines de véhicules. La tragédie a mis en lumière le mauvais état des routes, ponts et voies ferrées en Italie où les infrastructures pâtiennent d'un déficit chronique d'entretien et d'investissement. Le pont Morandi souffrait des mêmes maux, selon des extraits du rapport d'enquête parus dans la presse. *«Entre l'inauguration [du pont] en*

*1967 et l'effondrement - donc 51 ans -, il n'a pas été procédé aux interventions de maintenance minimales pour renforcer les haubans du pilier numéro 9», qui s'est affaissé ce jour-là, constatent les magistrats, cités par les agences.*

Depuis 1982, poursuivent-ils, le concessionnaire privé a financé moins de 2% des 24 millions d'euros consacrés aux interventions sur la structure du viaduc. Les contrôles de sécurité au fil des années sur le pont ont été *«lacunaires et inadéquats»*. En particulier, les contrôles visuels sur les structures étaient *«effectués systématiquement depuis le bas du pont, à l'aide de jumelles ou de longues-vues, et non de près, et n'étaient donc pas en mesure de fournir des informations fiables sur l'état du pont»*, détaille le ministère public.

## **69 personnes poursuivies**

Pas moins de 69 personnes sont poursuivies dans cette affaire, de même que les sociétés Autostrade per l'Italia (Aspi), le gestionnaire du pont, et la société d'ingénierie Spea, filiales d'Atlantia, contrôlé de son côté à 30,25% par Edizione, la holding de la famille Benetton. La plupart sont des cadres et techniciens des deux sociétés, dont le directeur général d'Atlantia à l'époque, Giovanni Castellucci, et l'ancien patron de Spea, Antonino Galata, ainsi que des fonctionnaires du ministère des Infrastructures. Les mis en cause disposent de trois semaines pour répondre aux conclusions des enquêteurs, délai à l'issue duquel le parquet peut demander leur renvoi en procès, ou requérir un non lieu.

Giancarlo Cancelleri, secrétaire d'Etat aux Infrastructures du gouvernement de Mario Draghi, s'est dit stupéfait face aux conclusions du parquet sur la *«totale absence de maintenance du pont»*. *«Maintenant nous espérons avoir un procès rapide parce que nous avons un engagement à respecter auprès des familles des victimes : les noms et prénoms des responsables de cette tragédie et une peine assurée»*, a-t-il dit. Pour Egle Possetti, président de l'association des victimes de la catastrophe, l'enquête a percé à jour *«la maintenance honteuse»* du pont jusqu'à son effondrement.